

International

DANS LE CAUCASE, L'ARMÉNIE CHOISIT LA PRUDENCE

Antoine Guy-Alcaud

17/06/2026

L'Arménie et la région du Caucase du Sud, quelque peu oubliées des radars médiatiques en général, constituent pourtant un espace de confrontations géopolitiques. Les élections législatives tenues le 7 juin dernier en Arménie représentaient donc un enjeu de premier ordre. Antoine Guy-Alcaud, chargé de mission au secteur International de la Fondation, analyse les résultats du scrutin et ses conséquences politiques au-delà du pays.

L'Arménie n'intéresse pas grand monde, ou du moins, elle n'intéresse que par éclairs, au rythme des tragédies. On en parle lors des périodes d'embrasement autour du Haut-Karabakh, ou lorsque la mémoire du génocide revient dans l'actualité pour une commémoration ou sa reconnaissance par tel ou tel pays ; mais une fois le calme revenu, le pays disparaît des radars.

Dans la hiérarchie implicite des préoccupations géopolitiques, le Caucase reste perçu comme un théâtre secondaire, trop petit, trop complexe, trop lointain peut-être pour retenir l'attention. C'est une erreur d'analyse. Car ce qui se joue en Arménie aujourd'hui dépasse de loin le seul sort du Haut-Karabakh, en devenant le reflet des rapports de force entre les sphères d'influence, les corridors commerciaux, les modèles de sécurité, et *in fine* entre plusieurs définitions de la souveraineté au XXI^e siècle.

Les élections législatives du 7 juin dernier sont donc, ici, un prétexte honnête. Pas parce que le scrutin serait anecdotique (il ne l'est pas), mais parce qu'il offre ce que les crises refusent toujours : le temps de regarder un pays dans sa durée, dans ses choix, dans ce qu'il dit de lui-même quand personne ne le force à parler. Ce prétexte permet d'entrer dans l'une des recompositions géopolitiques les plus silencieuses et les plus décisives du moment : celle du Caucase du Sud. S'y jouent, à une échelle que sa taille ne laisse pas supposer, des questions qui dépassent largement les frontières de la région.

Le poids de la mémoire

Le premier contresens à éviter consiste à réduire l'Arménie au seul traumatisme du Haut-Karabakh. Depuis des années, le pays n'apparaît dans les médias internationaux qu'à travers ce conflit, sous le prisme de la guerre et de l'exode au détriment d'une analyse plus complète de sa politique intérieure. Certes, le Karabakh reste central dans la psyché politique arménienne, mais la séquence fermée en 2023 avec la disparition de la présence arménienne organisée dans l'enclave a mis fin à ce cycle. Continuer à n'analyser l'Arménie qu'à travers ce seul prisme, c'est utiliser des catégories devenues incomplètes.

Le problème est là : plus le Haut-Karabakh a occupé la scène, plus il a occulté le reste : la crise du modèle de sécurité russe, la montée des corridors et des infrastructures dans les stratégies régionales, jusqu'à l'évolution du débat intérieur arménien lui-même. Ce dernier est aujourd'hui traversé par une fracture qui touche au cœur de toute unité politique : l'identité nationale. Deux imaginaires s'affrontent dans le pays : celui de l'« Arménie historique », nourri de mémoire et de revendication ; et celui de l'« Arménie réelle », qui part d'un constat moins idéaliste, celui d'un État enclavé, militairement vulnérable et contraint de penser sa survie dans ses frontières telles qu'elles existent.

La réélection de Pachinian acte, au moins provisoirement, qu'une majorité préfère le pragmatisme à la revanche. Bien sûr, ce choix ne signifie pas une adhésion aveugle au bilan gouvernemental ni la disparition de la colère liée au Karabakh. Il signifie que le pays semble prêt à regarder sa situation telle qu'elle est, et non plus telle qu'il voudrait qu'elle soit.

Ce que nous révèle la réélection de Pachinian

Le paysage politique actuel

La victoire de Nikol Pachinian aux élections législatives du 7 juin 2026 doit être lue dans ce cadre plus large.

En remportant une majorité parlementaire, avec 49,8% des bulletins, soit 61 sièges sur 107 au parlement, il a obtenu un mandat politique clair, dans des conditions hostiles (pressions russes, campagne de désinformation documentée, opposition nationaliste mobilisée). Cette amplitude change quelque chose, puisqu'elle lui donne une marge de manœuvre que les scrutins précédents ne lui avaient jamais vraiment accordée, et elle rend les compromis à venir plus difficiles à attaquer frontalement de l'intérieur.

Au fond, au-delà du score, il s'agit d'un phénomène politique assez rare dans l'espace post-soviétique : un dirigeant qui a perdu deux guerres, encaissé le traumatisme de l'exode du Haut-Karabakh, qui fait face à une opposition résolue et à une campagne de désinformation étrangère ; et qui sort pourtant renforcé des urnes. Pachinian est d'ailleurs devenu le premier dirigeant de l'Arménie post-soviétique à exercer le pouvoir pendant plus de dix ans consécutifs¹.

Cette durabilité électorale mérite qu'on s'y arrête brièvement. Pachinian n'est plus l'homme de la révolution de velours de 2018, celui qui avait renversé l'oligarchie en marchant dans les rues d'Erevan. Cette légitimité-là s'est usée avec les défaites, les compromis, les renoncements. Ce qui reste, et ce qui semble avoir suffi le 7 juin dernier, c'est quelque chose de plus prosaïque et peut-être de plus solide : la conviction, chez une partie suffisante de l'électorat, qu'il n'existe pas d'alternative crédible pour conduire ce que le pays a commencé. Dans les faits, le scrutin a entériné le choix d'une majorité d'Arméniens de prolonger un tournant déjà engagé : sortir de la dépendance à Moscou ; accepter une paix (coûteuse) avec l'Azerbaïdjan ; et *in fine* repositionner l'Arménie dans les rapports de force régionaux pour se faire une place non pas aux côtés, mais entre grandes puissances qui l'entourent.

Il serait cependant inexact de présenter cette victoire comme un plébiscite. Le score de Contrat civil (parti de Pachinian), aussi élevé soit-il, s'explique en partie par la fragmentation et la délégitimation de l'opposition autant que par une adhésion au projet gouvernemental. Le paysage partisan arménien reste celui d'une démocratie fragilisée, où les figures de l'ancien régime demeurent massivement rejetées, mais où le nouvel ordre politique n'a pas encore produit d'opposition institutionnellement solide². Cette configuration favorise mécaniquement le pouvoir sortant, mais elle ne garantit pas, à terme, sa robustesse démocratique.

Des pressions extérieures pour influencer le vote

Fait notable, ce scrutin s'est tenu dans un contexte de pression extérieure sur le processus électoral. Des chercheurs en désinformation ont documenté, dès la fin 2025, une campagne systématique coordonnée par des acteurs pro-russes³, menée *via* l'Agence de conception sociale (ASP) fondée par le Russe Ilya Gambachidze, ciblant spécifiquement le gouvernement arménien et son électorat à travers des vidéos fabriquées et des récits mensongers sur les accords de paix et le rapprochement avec l'Union européenne (UE)⁴. Plus grave encore, des sources mentionnent « l'envoi » de près de 100 000 Arméniens résidant en Russie pour influencer le vote en faveur du Kremlin⁵. Quand une élection se tient sous une telle pression informationnelle, la victoire de la force ciblée acquiert une signification supplémentaire, puisqu'elle mesure aussi la résistance d'une société à la manipulation extérieure. Le Parlement européen l'avait d'ailleurs anticipé en votant, en

avril 2026, une résolution spécifique sur la « **résilience démocratique en Arménie** ».

Pour autant, la « résistance » à la désinformation ne doit pas être idéalisée. Une partie de l'électorat a bel et bien intériorisé des récits pro-russes, et une partie de l'opposition légitime ses positions avec des arguments qui recoupent, parfois indépendamment, les narratifs diffusés par ces campagnes. Distinguer ce qui relève de la conviction authentique et ce qui relève de l'influence fabriquée reste un exercice difficile et politiquement sensible, qui mérite une étude approfondie à réaliser *a posteriori*.

Il semblerait que le grand perdant de cette réélection soit Vladimir Poutine lui-même, qui n'a pas seulement échoué à empêcher le basculement arménien, mais qui l'a surtout rendu plus visible en exhibant ses propres moyens de pression. La séquence de ces dernières semaines, avec une **déclaration télévisée** dans laquelle Poutine demande explicitement à Pachinian d'explicitier sa politique envers l'UE, et en dressant des parallèles inquiétants avec l'Ukraine, montre que le Kremlin est capable de menaces, mais reste incapable de restaurer sa crédibilité de « protecteur ». Moscou avait fait de ce scrutin, selon les mots du *Moscow Times*, « un référendum sur l'intégration européenne de l'Arménie ». Elle l'a perdu. C'est à partir de là que commence la vraie lecture géopolitique de ce vote.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Un Caucase que tout le monde veut, que personne n'assume

La Russie : malgré le recul stratégique, des leviers qui résistent

Moscou n'a pas attendu les résultats du scrutin pour faire savoir sa désapprobation. Dès mai 2026, le Kremlin avait déjà rappelé son ambassadeur à Erevan, utilisé la menace d'une suspension de l'Arménie à l'Union économique eurasiatique et intensifié les sanctions commerciales informelles⁶. Ces pressions n'ont pas inversé le résultat (et l'ont peut-être même accéléré) : les électeurs arméniens ont vu en direct ce que vaut le « partenariat stratégique » avec Moscou quand il s'agit de défendre les intérêts du plus petit face au plus grand. La Russie avait déjà montré en 2023 qu'elle

préférerait gérer l'équilibre azéri-arménien à son avantage plutôt que d'honorer ses engagements de défense.

Résultat : le pays qui passait pour le garant indéfectible de la sécurité arménienne depuis trente ans se retrouve aujourd'hui à actionner ses derniers leviers énergétiques, en l'occurrence Gazprom Armenia et le contrat Rosatom sur la centrale de Metsamor, pour ralentir un basculement qu'il n'a pas su prévenir. Pourtant, il serait trop hâtif de parler d'éviction totale de la Russie. Pour poursuivre sur l'exemple énergétique, la centrale nucléaire de Metsamor, construite à l'époque soviétique et qui assure 30% des besoins énergétiques du pays, ne peut se passer de Rosatom du jour au lendemain, et le contrat gazier qui lie les deux pays court jusqu'à 2043. Ainsi, les dépendances ne disparaîtront pas du jour au lendemain, et Pachinian en a conscience. Le tournant occidental sera lent et négocié secteur par secteur. C'est pourquoi sa reconduction aujourd'hui compte tant : il est le seul à disposer de la légitimité nécessaire pour conduire cette transition sans une rupture qui plongerait le pays dans le chaos.

Le corridor TRIPP : infrastructures de paix ?

Au cœur des négociations de l'après-guerre pour un accord de paix conduites sous l'égide des États-Unis figurait un projet d'infrastructure que Donald Trump a (modestement) baptisé *Trump Route for International Peace and Prosperity* (TRIPP). Concrètement, on parle ici de 43 kilomètres de routes et de voies ferrées qui traverseront le sud de l'Arménie pour relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan. Ce corridor, formalisé dans la déclaration de Washington du 8 août 2025, prévoit qu'une entreprise commune, la TRIPP Development Company, assurera l'exploitation de la zone avec 74% de capital américain et 26% arménien, sur une concession de quarante-neuf ans. Pachinian a annoncé que les travaux débuteraient dans le second semestre 2026⁷.

Mais à qui profite ce corridor ? Pour l'Arménie, il s'agit de transformer sa défaite territoriale en levier de transit régional, de capter une part de la valeur créée par les flux entre l'Asie centrale et l'Europe, et de placer les États-Unis dans une position de garant politique. Le montage à 74% américain apporte certes une protection, mais il transfère aussi une part du contrôle sur une infrastructure vitale à une puissance étrangère dont les priorités peuvent changer.

Le Caucase du Sud et ses corridors stratégiques⁸



Répercussions régionales

L'Azerbaïdjan sort de la séquence 2020-2023 renforcé, mais il serait inexact de lire sa victoire comme une réussite solitaire. Derrière Bakou, il faut voir une alliance triangulaire trop peu étudiée : Bakou, Ankara et Tel-Aviv. Israël est devenu le premier fournisseur d'armements de l'Azerbaïdjan⁹. Drones kamikazes Harop, missiles Lora, systèmes de renseignement : **cette coopération** a pesé directement sur l'issue des guerres du Haut-Karabakh¹⁰. En échange, l'Azerbaïdjan fournit à Israël une grande part de son pétrole et lui offre une profondeur stratégique face à l'Iran. La Turquie a récolté les dividendes de son soutien à Bakou. Elle a fourni l'appui diplomatique, les drones Bayraktar et les mercenaires qui ont changé le rapport de force en 2020. Elle récupère aujourd'hui une connexion terrestre vers l'Azerbaïdjan et, au-delà, vers l'Asie centrale turcophone, dont Ankara veut faire un prolongement de sa puissance régionale. Pour l'Arménie, le défi du mandat qui s'ouvre tient aussi à ça : négocier avec son ennemi historique, sans perdre de vue que Bakou avance avec Ankara et avec Tel-Aviv. Car si Pachinian peut stabiliser la frontière, mais il ne peut réalistement effacer l'effectivité militaire et diplomatique de cette alliance¹¹.

Deux autres acteurs regardent ces recompositions avec une inquiétude particulière : l'Iran et la Géorgie. Pour des raisons différentes, tous deux risquent d'être contournés par les nouvelles routes. L'Iran entretient avec l'Arménie une relation ancienne qui lui permet de garder une

présence dans le Caucase du Sud et d'éviter que la région ne bascule entièrement dans un espace de circulation hostile. Si le corridor TRIPP consolide les liaisons entre l'Azerbaïdjan, le Nakhitchevan et la Turquie, Téhéran perd un partenaire de transit au moment précis où il subit déjà les pressions de son affrontement avec Israël et de la présence américaine dans la région. La Géorgie, de son côté, sous un pouvoir qui a assumé son rapprochement avec Moscou, sait que chaque nouvelle route ouverte par le sud arménien réduit d'autant son propre capital de transit. Dans une région où la géographie est une ressource, être contourné revient déjà à perdre du terrain.

Quelle place pour la Chine ?

En août 2025, quelques semaines après la déclaration de Washington, **Pékin a signé un partenariat** stratégique avec l'Arménie, puis un autre avec l'Azerbaïdjan. Le message est clair : la Chine ne veut laisser à personne le monopole politique du Caucase. Elle ne cherche pas à bloquer TRIPP mais veut s'assurer que les corridors qui se mettent en place restent compatibles avec ses propres routes commerciales vers l'Europe. Son intérêt tient dans la logistique, l'accès et la stabilité.

Cette position complique les lectures trop simples du réalignment arménien. Le Caucase n'offre à aucun État le luxe d'un alignement exclusif. L'Arménie travaille avec Washington sur les corridors, avec Bruxelles sur la consolidation de sa démocratie, avec Pékin sur les partenariats économiques, tout en gérant ses dépendances russes dans l'énergie. Cette ligne peut sembler faire office de « bricolage diplomatique », néanmoins elle est celle qui prend le plus en compte les contraintes matérielles, car un pays « faible » ne choisit pas ses alliances comme un pays fort.

Raymond Aron appelait cela du « **réalisme vrai** » : non pas la froideur cynique de ceux qui « confondent le réalisme avec la considération exclusive des rapports de force », mais la lucidité de ceux qui acceptent de voir la politique internationale « avec les passions, les folies, les idées et les violences du siècle » qu'elle contient réellement.

En guise de conclusion

L'Arménie n'a pas besoin de compassion. Elle a besoin qu'on la regarde avec le sérieux réservé aux régions que l'on juge centrales. Dans le Caucase du Sud, les recompositions en cours disent beaucoup plus qu'un conflit territorial, puisqu'elles concentrent, à une échelle réduite, plusieurs des grandes transformations de l'ordre international : le recul de l'influence russe, la montée des logiques de connectivité, la compétition entre les corridors stratégiques et commerciaux ; mais aussi des questions plus politiques, comme la consolidation d'un pouvoir étatique dans un pays

secoué par des révoltes ou la fragilité des petites démocraties post-soviétiques sous pressions étrangères.

La réélection de Pachinian ne va rien régler d'un coup. Elle lui donne du temps, de l'espace et un mandat pour poursuivre une ligne déjà engagée, et ce, sûrement au prix de tensions politiques à venir. Il reste que la valeur du mandat se mesurera moins à ses discours qu'à sa capacité à protéger les réfugiés du Karabakh, à desserrer les dépendances qui pèsent sur l'Arménie sans en créer de nouvelles, et à faire de la paix autre chose qu'une parenthèse diplomatique. C'est d'abord à cette échelle que nous devons juger la suite.

1. Volkan Ozkanal, « Élections en Arménie le 7 juin : entre Moscou et Bruxelles, un scrutin décisif », [Taurillon](#), 2 juin 2026.
2. Marius Heinisch, « Élections législatives : 19 listes sur la ligne de départ », [Le Courrier d'Erevan](#), 19 mai 2026.
3. Océane Letouzé, « D'où viennent les fausses informations qui inondent l'Arménie à l'approche des élections législatives ? », [Géo](#), 2 juin 2026.
4. Ibid.
5. Jean Eckian, « Reuters : La Russie tenterait d'influencer le vote en Arménie en transportant clandestinement 100 000 électeurs », [Armenews](#), 30 mai 2026.
6. Peter Barabas et Aleksandar Brezar, « Liens avec l'UE : Moscou rappelle son ambassadeur en Arménie, à quelques jours du vote décisif », Euronews, 29 mai 2026.
7. Guillaume Lancereau, « En signant un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, Trump a-t-il évincé Poutine du Sud-Caucase ? », [Le Grand Continent](#), 10 août 2025.
8. Jack Halsey, Toghrul Ali,
« Armenia and Azerbaijan Implement Peace: Next steps in Constructing the TRIPP
», [Caspian Policy Center](#), 2 février 2026.
9. Pierre Barbancey,
« Haut-Karabakh : quand l'Azerbaïdjan fait son marché d'armes en Israël », [L'Humanité](#), 8 octobre 2020.
10. Julien Lacorie, « Israël-Azerbaïdjan, les liaisons dangereuses du drone », [Marianne](#), 20 novembre 2020.
11. Guillaume Lancereau, *op. cit.*